

**Point de presse de la porte-parole -
Tunisie/Entretien de M.
Jean-Baptiste Lemoyne avec M.
Sabri Bachtobji, secrétaire d'Etat
aux affaires étrangères de la
Tunisie/Réunion du comité de suivi
et de préparation du Haut conseil de
coopération franco-tunisien -
Ethiopie/Attentat - Mali/Assassinats
de civils - Arabie saoudite/Tirs de
missiles sur Riyad - Turquie -
Syrie/Armes chimiques
(Paris, 25 juin 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Tunisie - Entretien de M. Jean-Baptiste Lemoyne avec M. Sabri Bachtobji, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la Tunisie - Réunion du comité de suivi et de préparation du Haut conseil de coopération franco-tunisien (Paris, 25 juin 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu le 25 juin avec M. Sabri Bachtobji, secrétaire d'Etat tunisien aux affaires étrangères.

Les discussions ont permis de faire le point sur la mise en oeuvre des engagements pris par le président de la République, lors de sa visite d'Etat en Tunisie les 31 janvier et 1er février, en faveur de la formation, de l'emploi des jeunes et du développement des territoires tunisiens.

Les échanges ont également porté sur les différents volets de la relation bilatérale ainsi que sur les questions régionales, en particulier la crise libyenne, à la résolution de laquelle la France et la Tunisie travaillent en étroite concertation.

En vue du deuxième haut conseil de coopération franco-tunisien prévu à Paris en 2019, MM. Jean-Baptiste Lemoyne et Sabri Bachtobji ont en particulier coprésidé les réunions de suivi de quatre feuilles de route sectorielles concernant des domaines de coopération prioritaires. Comme annoncé par le Président de la République à l'occasion de sa visite d'Etat, M. Jean-Yves Le Drian effectuera, dans le cadre de ce suivi, une visite en Tunisie à la rentrée prochaine.

La Tunisie, qui est un modèle de vitalité démocratique dans son environnement, peut compter sur le plein soutien de la France pour relever ses défis économiques, sociaux et sécuritaires.

2 - Ethiopie - Attentat (Addis-Abeba, 23 juin 2018)

La France condamne l'attaque qui a fait deux morts et plus de 150 blessés lors d'une réunion publique le 23 juin à Addis-Abeba.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et exprimons toute notre solidarité au gouvernement et au peuple éthiopiens.

La France salue la volonté réformatrice du premier ministre, M. Abiy Ahmed, ainsi que ses appels à l'unité nationale et à la réconciliation de tous les Ethiopiens.

3 - Mali - Assassinats de civils (25 juin 2018)

La France exprime sa profonde préoccupation à l'égard des crimes, et notamment des nombreux meurtres et enlèvements, commis ces dernières semaines à l'encontre de civils dans le centre du Mali.

Ces actes nécessitent une réaction forte de la part des autorités maliennes. Il est crucial que cette réponse repose sur une approche équilibrée, associant action judiciaire, prévention de nouvelles violations des droits de l'Homme et désarmement de toutes les milices, comme le gouvernement s'y est engagé.

Il importe en particulier que les allégations d'implication de membres des forces armées maliennes fassent l'objet d'enquêtes rapides et que les responsables soient poursuivis et sanctionnés si les faits sont avérés, conformément aux engagements du Gouvernement malien.

4 - Arabie saoudite - Tirs de missiles sur Riyad

La France condamne les tirs par les rebelles houthis de plusieurs missiles qui ont visé le 24 juin l'Arabie Saoudite et notamment Riyad.

Cette attaque, revendiquée par les rebelles houthis, constitue une nouvelle atteinte à la sécurité de l'Arabie saoudite et à la stabilité de la région. Ces tirs qui visent délibérément des zones habitées sont inacceptables. Ils illustrent la gravité de la menace que la prolifération balistique fait courir à l'ensemble de la région, étayée dans le dernier rapport du panel des experts des Nations unies pour le Yémen.

La France appelle à la pleine mise en oeuvre de l'embargo sur les armes établi par la résolution

2216 du conseil de sécurité des Nations unies (2015), à l'arrêt immédiat des tirs et à la cessation de toute assistance extérieure aux rebelles houthis dans ce domaine.

Nous réaffirmons notre soutien et notre solidarité à l'Arabie saoudite. La France continuera d'agir pour un règlement politique de la crise au Yémen dans le respect des aspirations de toutes les composantes de sa population.

5 - Turquie

Q - Quelles sont vos informations sur la situation des membres de la délégation française du PCF qui se trouvaient en Turquie lors des élections de dimanche ?

R - Dès qu'elle a été informée de l'arrestation de la sénatrice et de ses collaborateurs, notre ambassade s'est mise en contact avec les intéressés ainsi qu'avec les autorités turques. Elle n'a ménagé aucun effort pour faciliter leur retour en France, prévu dans la soirée.

6 - Syrie - Armes chimiques

Q - Le ministère des Affaires étrangères russe a présenté ce 22 juin son évaluation des travaux de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur l'usage d'armes chimiques en Syrie.

La Russie estime infondées les conclusions du mécanisme d'enquête de l'OIAC et des Nations unies (JIM) qui a déterminé que les forces armées et de sécurité syriennes sont responsables de quatre cas d'utilisation de chlore et de sarin en Syrie. Quelle est votre réaction ?

R - Pour la France, comme pour la majorité des Etats dans le monde, il n'y a aucun doute sur le fait que la Syrie a employé des armes chimiques et des substances toxiques comme arme contre sa population depuis 2012.

Les mécanismes d'enquête de l'OIAC et des Nations unies ont été mis en place avec l'accord de la Russie en 2015 qui a validé leurs méthodes d'enquête. Elle ne conteste ces méthodes que depuis que le mécanisme a rendu ses premières conclusions en 2016.

La France souhaite travailler, avec tous ses partenaires, pour rétablir l'interdiction d'utiliser des armes chimiques, et à déterminer les responsables de l'emploi de ces armes, en Syrie et dans le monde.

Elle propose, avec d'autres Etats, la mise en place à l'OIAC d'un nouveau mécanisme d'enquête et d'attribution pour les cas de recours à ces armes, seule façon d'établir la véracité des faits de façon indépendante, ce que la Russie souhaite également. Ce sera l'un des objectifs de la réunion extraordinaire de la conférence des Etats parties de la convention sur l'interdiction des

armes chimiques qui se tiendra à partir du 26 juin à La Haye./.